

Le spectre des Noëls passés

Protéger les civils de la LRA



Femme rescapée de la LRA, district du Haut-Uélé, RDC.

Photo: Oxfam/Pierre Peron, septembre 2010.

Presque tous les jours, un groupe de rebelles connu sous le nom de l'Armée de Résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, ou LRA, en anglais) tue, enlève et attaque les civils à travers une vaste région de l'Afrique centrale.

La LRA est devenue la milice la plus meurtrière en République démocratique du Congo, marquant la période de Noël par d'atroces massacres ces deux dernières années. Depuis 2008, plus de 400 000 personnes ont fui de chez elles suite à une campagne de violence acharnée de la LRA dans des villages enclavés au Soudan, en République centrafricaine et au Congo. Ces attaques ont été menées en représailles à une offensive militaire mal conçue conduite par les armées de la région contre la milice.

L'Union africaine et les États-Unis ont récemment annoncé des initiatives pour contrer la menace posée par la LRA. Une attention renouvelée est positive et cruciale, mais il faut que les gouvernements de la région et la communauté internationale tirent les enseignements du passé et veillent à ce que leurs efforts futurs garantissent de manière efficace la sécurité des populations locales. Les femmes et hommes doivent pouvoir cultiver leurs champs, les enfants aller à l'école et les familles passer des nuits paisibles sous leur propre toit sans craindre la violence.



Résumé

À la veille de Noël 2008 et pendant les trois semaines qui ont suivi, 865 hommes, femmes et enfants furent sauvagement battus à mort et des centaines d'autres enlevés par l'Armée de Résistance du Seigneur (connue sous son sigle anglais : la LRA) dans un coin reculé du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) et au Sud Soudan. L'attaque était une action de représailles contre l'opération « Eclair de Tonnerre », une offensive militaire lancée contre la LRA quelque 10 jours plus tôt par l'Ouganda, la RDC et le Sud Soudan. Moins d'une année plus tard, entre le 14 et 17 décembre 2009, des commandants de la LRA ont supervisé l'assassinat de plus de 300 personnes, traumatisant encore une fois les populations civiles dans un coin enclavé du nord de la RDC.¹

La LRA continue d'attaquer des communautés marginalisées au Soudan, en République centrafricaine (RCA) ainsi qu'en RDC, à raison de presque quatre attaques par semaine. La LRA opère aujourd'hui au sein d'une zone 20 fois plus grande que celle d'avant l'offensive « Eclair de Tonnerre ». Depuis septembre 2008, la LRA a tué plus de 2 300 personnes et en a enlevé plus de 3 000. Ses membres ont violé des femmes et forcé des enfants enlevés à commettre des crimes atroces. Plus de 400 000 personnes – dont 260 000 en RDC – ont fui leur maison par peur des attaques. De nouveaux chiffres indiquent que sur les deux dernières années, la LRA est devenue la milice la plus meurtrière présente en RDC.

Au Sud Soudan, 42 400 personnes ont encore fui les violences de la LRA cette année – un cinquième de toutes les personnes déplacées en 2010. Au total, on estime à 87 800 le nombre de personnes forcées de fuir les attaques de la milice au Sud Soudan depuis fin 2008.² Dans le sud-est de la RCA, la LRA a provoqué le déplacement forcé d'au moins 20 000 personnes au cours des trois premiers mois de 2010.³

L'immense souffrance et le déplacement massif des populations provoqués par la LRA à travers plusieurs frontières internationales mine la stabilité d'une zone déjà fragile, où le Sud Soudan se prépare à tenir un référendum historique sur la sécession début 2011.

Depuis ses origines au nord de l'Ouganda, la LRA s'est transformée en une menace à l'échelle régionale. Elle prend délibérément pour cible les populations de localités qui sont parmi les plus enclavées de l'Afrique centrale ; la présence de l'État y est très limitée, les appareils judiciaire et policier fonctionnent mal, voire pas du tout, et il n'y a presque pas de réseaux routiers, de couverture téléphonique, d'électricité ou de services essentiels comme les centres médicaux.

Les efforts internationaux face au problème de la LRA : priorité à la protection

L'année 2010 a vu une impulsion internationale plus vive, quoique très tardive, pour contrer la menace posée par la LRA, qui s'est traduite par des propositions concrètes de la part de l'Union africaine (UA) et des États-Unis en ce sens.⁴

Il est encourageant de constater que les deux initiatives comportent des engagements en faveur d'une protection renforcée des civils, d'une amélioration de l'accès humanitaire et d'efforts pour encourager la défection, le désarmement et la réintégration des combattants de la LRA. De telles mesures sont primordiales pour alléger la souffrance des populations, et exigent un appui international concerté de la part du Conseil de Sécurité des Nations unies, des gouvernements de la région, des missions de maintien de la paix et des bailleurs de fonds.

Les initiatives de l'UA et des États-Unis parlent aussi d'appréhender les dirigeants de la LRA. Il ne fait pas de doute qu'un noyau dur de commandants se sont rendus responsables d'atrocités épouvantables. La communauté internationale doit chercher les moyens d'empêcher ces commandants d'ordonner d'autres attaques contre des civils innocents – mais il est dans l'intérêt de ces mêmes civils qu'une réflexion beaucoup plus poussée soit menée sur la manière d'y parvenir.⁵

Au cours de la longue histoire de l'action militaire contre la LRA, ses dirigeants ont échappé à de nombreuses tentatives de les capturer et ont conservé intacte leur capacité de nuisance vis à vis des populations. Pire, l'action militaire a eu l'effet pervers de disperser les combattants et de provoquer des représailles terribles à l'encontre des civils. Puisque les effectifs de la LRA sont composés en grande partie de civils qui ont été enlevés, souvent des enfants, une approche purement militaire peut créer des dangers supplémentaires pour ces personnes. De façon localisée, les autorités, la société civile et les églises, souvent avec un appui de l'ONU ou des bailleurs de fonds, ont réussi à encourager des combattants à quitter la LRA. Il reste cependant beaucoup à faire pour promouvoir le retour et la réintégration des combattants et officiers de rang moyen.

Il est tout aussi essentiel que les missions de maintien de la paix de l'ONU et les gouvernements de la région, avec l'appui de leurs partenaires internationaux, renforcent les efforts dès aujourd'hui pour protéger les civils face à la LRA. Malgré la menace sérieuse qu'elle représente, les missions de maintien de la paix dans la région, y compris la plus grande mission au monde en RDC, n'ont pas accordé une priorité à la protection des populations face à la LRA : un changement urgent s'impose face à cette situation.

Survivant aux atrocités commises en décembre 2009 dans la zone de Makombo, district du Haut-Uélé, RDC. Photo: Oxfam/Pierre Peron, septembre 2010.



Claude, 21 ans (Le nom a été modifié.)

« La LRA a traversé la rivière près de chez moi, et elle est passée de village en village, tuant et enlevant les habitants. Ils sont arrivés chez moi à 6 heures du matin et m'ont ligoté. Ils ont mis ma maison à sac... Puis ils m'ont attaché à d'autres garçons du village et ils nous ont forcés à porter les biens qu'ils nous avaient volés...

Nous avons marché pendant trois kilomètres jusqu'au village suivant, où les hommes de la LRA ont fait pareil, enlevant plus de 100 personnes. Mais cette fois-ci, ils ont isolé 20 personnes, les ont attachées et abattues de coups à l'arrière de la tête. Ils nous ont ordonné d'avancer et nous avons continué à marcher, toujours attachés les uns aux autres et chargés du butin.

Au bout d'un moment, je me suis retrouvé parmi ceux qu'ils ont isolés du groupe. Ils nous ont tous attachés ensemble, les mains dans le dos, et forcés à nous agenouiller. Alors, armés de marteaux, de machettes et de gourdins, ils ont commencé à tuer une par une les personnes qui m'entouraient. L'un des miliciens a saisi un gourdin et m'a frappé derrière la tête. J'ai sombré.

Lorsque j'ai retrouvé mes esprits, j'étais toujours attaché, enseveli sous plusieurs corps sans vie. J'ai passé quatre jours ligoté, perdant ponctuellement conscience et me vidant de mon sang au milieu de ce tas de cadavres. Quand des gens sont venus nous enterrer, ils m'ont alors découvert encore en vie. Ils m'ont détaché et porté jusqu'à l'hôpital le plus proche, où j'ai mis six mois à me rétablir. »

Recommandations

Une impulsion internationale renouvelée pour contrer la menace meurtrière de la LRA est positive et cruciale, mais il est impératif qu'elle soit axée sur la sécurité et le bien-être des femmes, hommes et enfants qui souffrent depuis trop longtemps des méfaits de ce groupe rebelle.

Ce qui permettra aux populations de vivre libres de la peur et de la pauvreté, en fin de compte, c'est un développement et une sécurité durables. En attendant ces progrès, il est urgent d'aider les personnes enlevées par la LRA à rentrer chez elles, de protéger les villages face aux attaques, de chercher des solutions pacifiques et de réduire les risques associés à toute action militaire.

1. Comprendre la nature de la menace : renforcer la collecte, l'échange et l'analyse des informations

Alors que le Conseil de Sécurité des Nations unies en a appelé à un meilleur échange d'informations entre les missions de la région, il y a une absence chronique d'informations sur les motivations, la composition et la localisation de la LRA. Une meilleure qualité de données est nécessaire pour promouvoir une fin durable des conflits ainsi que pour permettre des interventions plus efficaces en matière de désarmement et de protection. À cette fin :

- Le Conseil de Sécurité des Nations unies devrait demander au Secrétaire général de soumettre un rapport sur l'impact régional de la violence de la LRA, la réponse apportée à cette crise par l'ONU dans la région affectée, ainsi que les autres réponses possibles.
- Le Conseil de Sécurité devrait instaurer un mécanisme d'information et de suivi de la LRA, tel un Panel d'Experts mandaté pour mener des recherches sur la milice et lui soumettre des rapports réguliers sur des questions ayant trait au désarmement et à la sécurité des populations.
- Les gouvernements de la région ainsi que la communauté internationale devraient renforcer la collaboration avec les réseaux de la société civile et des églises, ressources essentielles sous-utilisées, en faveur de la mise en place de solutions pacifiques.

2. Prévenir les représailles contre les plus vulnérables

Par le passé, les actions militaires pour combattre la LRA ont eu un impact dévastateur sur les citoyens ordinaires. Les acteurs internationaux tels que le Conseil de Sécurité des Nations unies, les Etats-Unis et l'UA, ainsi que les gouvernements de la région – plus spécifiquement l'Ouganda, la RDC, le Soudan et la RCA – doivent axer leurs efforts sur un appui aux actions non militaires pour contrer la menace posée par la LRA. Toutefois, si une approche militaire est adoptée, elle doit comporter :

- Une planification, basée sur les informations existantes et les expériences du passé, pour diminuer le risque que les populations locales soient prises dans les combats ou subissent des représailles
- Une planification coordonnée de la protection des civils sur la base de scénarii probables – par exemple, l'élaboration conjointe par les forces militaires et les agences civiles des Nations unies de plans de contingence pour la protection des civils dans le cadre d'une recrudescence des attaques de la LRA
- L'adoption des meilleures pratiques pour réduire les risques de l'action militaire à l'égard des civils, et surtout pour ceux qui ont été enlevés par la milice, dont un grand nombre sont des enfants ; cela implique en particulier d'éviter le bombardement aérien indiscriminé des camps de la LRA et toute mesure qui ferait courir plus de danger aux enfants et autres civils enlevés.

3. Encourager à sortir de la brousse

Sachant que de nombreux combattants de la LRA sont des civils – y compris des enfants – qui ont été enlevés de force, il est essentiel d'encourager leur retour et réintégration au sein de leur communauté. Cela nécessitera :

- Une collaboration de l'ONU et de l'UA avec les gouvernements de la région pour encourager et appuyer la démobilisation et la réintégration des personnes enlevées par la LRA et des officiers de rang moyen
- La mise en place d'interventions en faveur de la démobilisation et de la réintégration qui se basent sur l'expérience directe de la société civile et des églises et ciblent toutes les catégories d'anciens combattants, y compris les femmes et les filles, qui risquent de se voir exclues de ces processus

4. La protection par les casques bleus et les forces armées nationales

Les missions de maintien de la paix et les gouvernements de la région, avec l'appui de leurs partenaires internationaux, doivent donner priorité à la protection des civils face à la LRA, par le biais de :

- Des efforts de dissuasion et des réponses aux attaques plus efficaces, grâce à des déploiements mobiles proactifs et une communication renforcée avec les populations, et surtout avec les femmes et les filles
- Une action de la part du Conseil de Sécurité des Nations unies et des gouvernements de la région pour assurer la disponibilité des ressources nécessaires aux casques bleus et aux armées nationales pour effectuer ces tâches, et pour renforcer la coordination et l'échange d'informations sur les besoins et interventions en protection
- Des formations spécifiques pour les services de sécurité nationaux et les soldats de la paix, organisées par la direction des missions respectives et les gouvernements nationaux avec l'appui des bailleurs de fonds, visant à leur permettre de mieux répondre aux besoins différents de protection des femmes, hommes et enfants face à la violence de la LRA
- Apporter de l'aide, des infrastructures et des moyens de communication aux villages enclavés.

*Foyer abandonné lors d'une attaque de la LRA près du village de Nambia, district du Haut-Uélé, RDC.
Photo: Oxfam/Pierre Peron, septembre 2010.*



5. Apporter de l'aide, des infrastructures et des moyens de communication aux villages enclavés

L'enclavement et l'insécurité des zones affectées par la LRA rend extrêmement difficile l'accès des organisations humanitaires aux personnes vulnérables, alors que le manque d'infrastructures de communications de base telles que les réseaux de téléphonie mobile et de radiophonie, empêchent les communautés de donner l'alerte aux autres en cas d'attaque ou d'appeler au secours. Les mesures suivantes s'imposent pour améliorer de manière radicale l'accès humanitaire et les communications :

- La réhabilitation et la construction de réseaux routiers par les gouvernements nationaux et des bailleurs de fonds, ainsi qu'une expansion massive des infrastructures de communication des communautés enclavées
- Une augmentation par les bailleurs de fonds du financement des actions humanitaires des ONG internationales et nationales dans les zones affectées par la LRA
- Des efforts de la part des missions de maintien de la paix pour y faciliter l'accès

6. Réforme du secteur de la sécurité et développement pour le long terme

C'est finalement la nature même des zones frontalières affectées par la LRA – l'enclavement, le sous-développement et l'absence d'une autorité de l'État – qui permet à la milice d'y opérer, et c'est donc à cette nature qu'il faudra s'attaquer. Cela impliquera :

- La construction par les gouvernements nationaux, avec l'appui des bailleurs de fonds, d'institutions de l'État qui rendent des comptes, y compris des forces de sécurité capables de protéger la population civile
- Une collaboration des gouvernements et des bailleurs de fonds avec la société civile et les communautés pour apporter aux zones affectées par la LRA le développement dont elles ont cruellement besoin

Source: Reliefweb, 2010.



1. Introduction

« La LRA vient de la brousse et attaque sans bruit pendant la nuit. La police ne peut pas nous protéger contre ça. Nous ne rentrerons pas tant qu'il n'y aura pas de sécurité. »

Homme déplacé par la violence de la LRA à Mundri, Equateur occidentale, Sud Soudan, juillet 2010

L'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) est un groupe rebelle d'une brutalité notoire, actif depuis plus de 20 ans et originaire du nord de l'Ouganda. Dès son émergence en 1986, le conflit entre la LRA et le gouvernement ougandais a provoqué des destructions et souffrances massives dans le nord du pays. Dirigée par Joseph Kony, la LRA se compose principalement de civils enlevés qui sont forcés à commettre des atrocités dans le but de les aliéner de leur communauté. Une croyance prêtant des pouvoirs surnaturels à Joseph Kony sert aussi à tenir des combattants d'origines diverses dans un état de peur et de soumission.

Les efforts pour contrer la LRA ont oscillé entre offensives militaires et pourparlers de paix, sous l'impulsion du gouvernement ougandais et avec l'implication, à des degrés divers, d'autres gouvernements régionaux et internationaux. À ce jour, aucun de ces efforts n'a réussi ; par contre, l'action militaire a provoqué des représailles violentes massives à l'encontre des populations civiles.

À la suite de la rupture des négociations de paix en 2008 et des opérations militaires régionales, menées par l'armée ougandaise, qui y ont succédé, la LRA s'est dispersée en petits groupes et s'est éparpillée à travers la région. Elle terrorise aujourd'hui les populations en République démocratique du Congo (RDC), au Soudan ainsi qu'en République centrafricaine (RCA).

Si depuis lors la sécurité s'est améliorée dans le nord de l'Ouganda et beaucoup de ceux qui avaient fui ont pu rentrer chez eux, l'héritage de la LRA continue cependant de peser sur la population de la zone. Et entre temps, la LRA a évolué en une menace régionale : des attaques extrêmement violentes ont eu lieu en RDC, au Sud Soudan ainsi qu'en RCA, entraînant la mort et l'enlèvement de milliers de civils et des déplacements de population massifs. Le nombre des combattants de la LRA est estimé à quelques centaines, dont beaucoup sont des enfants enlevés et forcés de combattre. Pourtant, malgré ces effectifs relativement faibles, la brutalité caractéristique de la LRA sert à répandre la souffrance à travers des pans entiers de l'Afrique centrale. Même des attaques de faible ampleur déclenchent une vague de terreur au sein des communautés, provoquant ainsi des déplacements massifs sur des kilomètres à la ronde et le traumatisme des populations pour des années à venir. La LRA profite de l'absence de l'autorité étatique dans les zones frontalières enclavées et sous-développées de ces pays et, désormais, représente clairement une menace pour la stabilité régionale.

Ce rapport est publié par les organisations suivantes, travaillant toutes dans les pays affectés ou engagées depuis longue date dans un plaidoyer en faveur d'une résolution de la menace de la LRA :

Broederlijk Delen, CAFOD (UK), Christian Aid (UK), Conciliation Resources (UK), CORDAID (BE), Danish Refugee Council, Internal Displacement Monitoring Centre, Intersos, Norwegian Refugee Council, Oxfam, Pax Christi Flanders, Peace Direct (UK), Refugees International, Resolve, Society for Threatened Peoples, Tearfund (UK), Trocaire, War Child (UK), World Vision.

La note se base sur l'expérience quotidienne de nos programmes ainsi que sur des évaluations, entretiens et recherches conduites auprès des communautés sur le terrain au cours de 2009 et 2010.⁶

Cette note cherche à mettre en lumière les souffrances intenses causées tant par les activités de la LRA que par les récentes interventions militaires menées à son encontre. Tout en se félicitant du regain d'attention internationale par rapport à la LRA, nous en appelons à une traduction rapide des discours en actions concrètes pour améliorer la sécurité des populations sur le terrain. Cela exigera de mettre l'accent sur les options non militaires pour lutter contre la menace posée par la LRA ; de renforcer l'aide humanitaire ; et d'assurer une protection des civils plus efficace aussi bien de la part des casques bleus que, *in fine*, des services de sécurité nationaux. Avant tout, nous en appelons à un engagement international soutenu qui place la sécurité et le bien-être des femmes, enfants et hommes affectés au cœur des efforts pour lutter contre la menace posée par la LRA.



Famille déplacée par la violence de la LRA en Equateur occidental, Sud Soudan.
Photo: Caroline Gluck/Oxfam 2009.

Une source de terreur à travers toute une région – les faits

Tous les chiffres cités sont sans doute sous-estimés.

Depuis septembre 2008, la LRA a tué plus de 2 000 personnes, en a enlevé plus de 2 500 et a provoqué le déplacement forcé de plus de 400 000 individus. L'ONU a enregistré près de 200 attaques dans les districts du Haut et du Bas-Uélé au cours des 10 premiers mois de 2010, et encore 28 attaques au Sud Soudan jusqu'à fin novembre.

Les estimations indiquent que 20 % des enfants enlevés sont forcés à combattre, tandis que 80 % sont utilisés pour du travail forcé et que 100 % des filles sont violées.

Près de 260 000 personnes ont fui leur foyer suite aux violences de la LRA en RDC, auxquels s'ajoutent 20 000 Congolais qui ont fui vers le Soudan et la République centrafricaine (RCA).

Pour la seule année 2010, on estime à 15 000 le nombre de Centrafricains déplacés par des attaques de la LRA en RCA, et à plus de 1 500 le nombre de personnes ayant fui de la RCA vers la RDC.

Plus de 80.000 personnes au Sud Soudan ont été déplacées par la LRA en 2009, et encore 42 400 personnes en 2010.

2. La violence qui hante une région entière

La LRA est extrêmement mobile et opère à travers une vaste zone géographique, terrorisant les populations par son imprévisibilité et sa brutalité extrême. Prédateur dans sa démarche, ce groupe rebelle attaque les femmes pendant qu'elles vaquent à leurs occupations quotidiennes – chercher de l'eau ou cultiver les champs – et les enfants sur le chemin de l'école. La LRA enlève, mutile, viole et tue hommes, femmes, et enfants, recourant à une violence extrême contre les plus vulnérables. Les rescapés de telles attaques portent parfois des mutilations horribles – marqués à vie par l'excision des oreilles, des lèvres ou du nez – en guise d'avertissement macabre de ce dont la milice est capable.

En République démocratique du Congo

De nouveaux chiffres démontrent que sur les deux dernières années, la LRA est devenue la milice la plus meurtrière présente en RDC.⁷ Depuis septembre 2008, le groupe a tué plus de 1 900 personnes et en a enlevé plus de 2 500 à travers les districts du Haut et du Bas-Uélé, dévastant au passage vies et moyens d'existence. Au cours de l'année écoulée, plus de 1 000 personnes, y compris des enfants, ont été tués ou enlevés dans presque 200 attaques dans ces districts – presque quatre attaques par semaine.

Au Sud Soudan

Dans l'Etat le plus durement affecté par la milice au Sud Soudan, l'Equateur occidental, depuis le début de 2010, les rebelles de la LRA ont commis plus de 28 attaques – tuant et enlevant des civils, et pillant et brûlant leur foyer. En l'espace de seulement quatre mois, de mai à août 2010, dans les états de Tambura et Nzara, la milice a enlevé trois enfants et 15 adultes, a tué sept personnes et en a blessé quatre autres. Plusieurs villages, centres de santé et églises ont été pillés. En raison de ces attaques, des dizaines de milliers de personnes ont fui leur foyer pour trouver refuge dans de plus grandes villes.

L'un des Etats les plus fertiles et relativement stables du Sud Soudan, l'Equateur occidental aurait dû connaître la prospérité à la suite de la signature de l'Accord de paix global en 2005. À la place de cela, l'insécurité et les mouvements massifs des populations fuyant leurs maisons dans la peur d'une attaque ont dévasté des communautés paysannes qui seraient auto-suffisantes en temps normal, et ont entravé de manière significative l'acheminement d'une aide humanitaire dont la population a un besoin criant.

En République centrafricaine

C'est en RCA, où il y a très peu d'acteurs humanitaires présents dans les zones affectées, desquelles presque tous les casques bleus se sont retirés, que l'impact des activités de la LRA est le plus difficile à évaluer. Mais les informations limitées qui proviennent de la société civile de la zone affectée, ainsi que des chercheurs qui s'y rendent, indiquent que la LRA continue de présenter une menace grave pour les populations civiles. Il est rapporté qu'au moins 20 000 personnes ont dû fuir les attaques de la milice au cours du premier trimestre de 2010,⁸ et qu'entre juillet 2009 et août 2010, 304 enfants et adultes ont été enlevés;⁹ il est cependant probable que ces deux chiffres représentent une sous-estimation de la situation réelle.

Au delà des chiffres : l'impact disproportionné des violences de la LRA

Mais l'impact de la LRA va même au-delà de ceux qu'elle tue, mutilé, viole ou enlève. L'extrême brutalité de la milice et son ciblage des villages les plus vulnérables et isolés font que même des attaques de faible ampleur déclenchent une vague de terreur au sein des communautés, provoquant ainsi des déplacements massifs sur des kilomètres à la ronde et le traumatisme des populations pour des années à venir. Des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions misérables loin de leur foyer. Par crainte de revenir dans leurs villages et sur leurs terres, beaucoup sont exposés à la faim et sont vulnérables face aux maladies et aux abus.

La peur de l'enlèvement et de se retrouver à la merci de la LRA domine la vie des populations qui ont fui de chez elles – une peur qui est alors renforcée par les témoignages des personnes enlevées et qui ont été libérées ou sont parvenues à s'échapper. Des organisations de la société civile au Sud Soudan ont relevé des changements de comportement chez les populations touchées par la LRA, apparemment en conséquence de cette anxiété permanente. Par exemple, il est signalé que certains parents cherchent à organiser plus tôt le mariage de leurs filles afin d'essayer d'assurer leur sécurité, tant les violences sexuelles commises par la LRA sont notoires.¹⁰

Des années après la fin des activités majeures de la LRA dans le nord de l'Ouganda, 200 000 personnes dans la zone ne sont toujours pas rentrées chez elles et restent extrêmement vulnérables aux conditions posées par « les mauvaises récoltes et la faim, les conflits fonciers, les expulsions forcées et l'insuffisance des services sociaux ».¹¹

L'impact psychologique de la brutalité de la LRA peut perdurer encore plus longtemps. Les enfants qui sont forcés à tuer leurs proches, les victimes marquées à vie par l'excision des lèvres ou du nez, les femmes et les filles violées qui rentrent chez elles avec des enfants après avoir été tenues prisonnières par la LRA – tous se trouvent souvent exclus de leur communauté et confrontés à un traumatisme profond.

Des actions militaires aux effets pervers

Joseph Kony et les principaux commandants de la LRA sont d'une importance capitale pour la survie du groupe rebelle et portent la responsabilité d'attaques contre les civils d'une brutalité qui dépasse l'entendement. Dans les zones affectées, les communautés appellent de leurs vœux à la fin de ces violences. Empêcher ces commandants d'orchestrer de nouvelles attaques contre des civils doit être une priorité de l'action régionale et internationale.

Cependant, au cours de la longue histoire de l'action militaire contre la LRA, ses dirigeants ont échappé à de nombreuses tentatives de les capturer et ont conservé intacte leur capacité de nuisance vis-à-vis des populations. Dans certains cas, l'action militaire a au contraire déclenché des dangers plus grands pour les populations civiles. En décembre 2008, l'opération « Eclair de Tonnerre », une offensive militaire régionale visant un bastion de la LRA dans le nord-est de la RDC, n'est parvenue à capturer aucun cadre des commandants rebelles. Par contre, en représailles, les commandants de la LRA ont ordonné une série de massacres à partir du jour de Noël, dans lesquels plus de 850 personnes ont été tuées.¹² Depuis lors les attaques meurtrières contre les civils ont continué sans relâche, tuant des milliers de civils et provoquant le déplacement forcé de centaines de milliers de personnes. L'offensive a poussé la LRA loin de son Ouganda natal, pour opérer à travers une région 20 fois plus étendue qu'avant l'offensive.

Décembre 2009 a vu une reprise macabre des massacres de Noël. Du 14 au 17 décembre 2009, les commandants de la LRA ont supervisé le meurtre de plus de 300 personnes dans l'un des pires massacres qu'ils aient commis en 20 ans d'histoire, bouleversant ainsi la population dans un coin reculé du nord de la RDC qui jusque-là avait été considéré comme étant relativement sécurisé. Un an plus tard, le groupe rebelle continue d'attaquer des communautés marginalisées au Soudan, en RCA ainsi qu'en RDC. Ces communautés attendent Noël dans la peur.

3. Protection des civils, ou par les civils ?

Problématique régionale, la LRA a parfois semblé n'être la responsabilité de personne, passant entre les mailles du filet de l'attention nationale et internationale. Le Conseil de Sécurité des Nations unies a depuis longtemps écarté de son ordre du jour la menace de la LRA en tant que point spécifique, et n'a apporté que des réponses insuffisantes aux attaques perpétrées. S'il est important de noter que les ministres qui se sont retrouvés sous la houlette de l'UA à Bangui, en RCA, au mois d'octobre 2010, ont convenu d'intégrer la protection des civils dans toute future action militaire, la réalité à l'échelle de la région est que les gouvernements ont manqué jusque-là de la volonté ou de la capacité d'accorder une réelle priorité à la protection des populations dans les zones affectées par la LRA. La conséquence en est que de nombreuses communautés ont pris des mesures drastiques pour assurer leur propre protection.

*« Je ne sais pas si je suis séropositive, parce qu'il n'y a pas de centre de dépistage à Niangara. Aujourd'hui nous vivons comme des déplacés dans une ville où il y a quelques casques bleus, alors on se sent plus en sécurité. Mais dans notre village il n'y a personne pour nous protéger. Tant que l'ONU ne viendra pas dans la zone, il est trop dangereux pour nous d'accéder à nos champs, alors nous avons faim. »
Femme de 18 ans, enlevée enfant par la LRA Niangara, RDC, septembre 2010*

Les forces de sécurité nationales : un bilan mitigé

Les gouvernements nationaux sont responsables d'assurer la protection de leurs citoyens face à la LRA, cependant cette dernière opère surtout dans des zones où les services de sécurité nationaux et les institutions de l'État sont faibles ou absents. À long terme, le vide sécuritaire doit être comblé par des polices et armées nationales correctement formées. À l'heure actuelle, ces forces fournissent une certaine protection, sous la forme d'escortes aux marchés ou aux champs et d'une présence dissuasive dans certains villages. Au-delà de ces mesures toutefois, les armées et forces de police manquent souvent de l'équipement, de la formation et des moyens de transport nécessaires pour offrir une protection adéquate à leur propre population.

Au nord de la RDC, par exemple, les forces armées nationales (FARDC) sont déployées à travers une zone étendue et se sont de plus en plus mobilisées au cours de l'année écoulée pour repousser les attaques des rebelles et obtenir la libération des personnes enlevées. Cependant, souvent déployées par petits groupes, mal équipées et peu soutenues, les forces congolaises n'ont généralement pas été dotées des capacités nécessaires pour fournir une protection efficace contre la LRA et dans bien des cas se sont rendues coupables de violences et d'exactions contre les populations locales. Les communautés au nord-est du pays signalent régulièrement une série d'abus commis par des sections de l'armée et de la police congolaises, y compris des violences sexuelles généralisées, qu'elles imputent à l'absence de mécanismes efficaces de discipline et de justice ainsi qu'à des retards fréquents dans le paiement des soldes.

Des hommes et femmes du territoire de Dungen (RDC) ont expliqué en juillet 2010 que des unités des FARDC déployées à la périphérie des centres de population, trop mal équipées et en effectif trop réduit pour répondre à la menace accrue d'être attaquées par la LRA, s'étaient retirées à l'intérieur des villages : « C'est nous qui protégeons les FARDC, pas l'inverse. »¹³

Efficacité variable des opérations de maintien de la paix

Aucune des différentes missions de maintien de la paix de l'ONU dans les pays les plus affectés par la violence de la LRA n'a accordé une priorité à la protection des communautés vis-à-vis de la LRA de manière soutenue.¹⁴ De surcroît, un manque d'échange d'informations et de coordination, tant entre les missions qu'avec les armées nationales, aussi bien que des contraintes de ressources – tel un manque de personnel civil ou d'hélicoptères pour accéder aux localités éloignées – entravent leur capacité à répondre efficacement à la menace posée par la LRA.

Les efforts de la mission en RDC (la MONUSCO, connue avant sous le nom de MONUC) pour renforcer les patrouilles et les déploiements pendant la période de Noël en 2009 et encore en 2010¹⁵ sont à saluer ; toutefois, ils ne peuvent compenser de manière adéquate ou durable le manque généralisé d'attention et de ressources accordées pour répondre à la menace de la LRA. Les forces de la MONUSCO ont quitté la région du Bas-Uélé en août 2010 malgré la violence continue de la LRA. Ceci a laissé les communautés vulnérables aux attaques et empêché les organisations humanitaires de prêter assistance à des dizaines de milliers de personnes déplacées dans cette région. Les casques bleus, le personnel civil, et l'équipement de transport restent sous-déployés de manière disproportionnée dans les zones touchées par la LRA par rapport aux autres régions du pays : la MONUSCO dispose de quelque 18 500 casques bleus engagés en RDC, mais moins de 1 000 sont dans ces zones.

Bien que la MINUS – la mission de maintien de la paix au Sud Soudan – soit elle aussi censée protéger les civils de la menace posée par la LRA, elle manque de ressources suffisantes pour opérer à travers le sud du pays et a eu du mal à en faire un usage optimal. Une stratégie nouvellement approuvée sur la protection des civils fournit l'opportunité à la MINUS de mettre en pratique ses intentions et de réduire la menace de la LRA dans l'Equateur occidental et le nord Bahr el Ghazal.

En RCA la situation est pire encore. Il n'y a aucun casque bleu au sein des zones affectées par la LRA en République centrafricaine. La force de maintien de la paix de l'ONU au Tchad et en RCA, la MINURCAT, déjà absente des zones affectées, a déjà entamé une réduction d'effectifs et devrait quitter la région avant la fin de 2010.

Les groupes d'auto-défense : une accumulation de problèmes pour l'avenir

En l'absence d'une protection adéquate de la part des autorités nationales ou des casques bleus à travers la région, des communautés ont pris des armes pour se protéger, érigeant des groupes d'autodéfense locaux composés surtout de garçons et de jeunes hommes.

Il est totalement compréhensible que les communautés fassent le choix de se défendre par elles-mêmes lorsque ceux qui sont mandatés pour les protéger y échouent, mais les groupes d'auto-défense ne constituent pas une solution. Envoyer des hommes, et des enfants qui autrement pourraient être à l'école, se battre en lieu et place des forces armées professionnelles ne peut pas – même tacitement – être accepté comme une composante de la stratégie nationale et internationale.

L'histoire de l'est de la RDC regorge d'exemples de groupes d'auto-défense qui se sont mués en de violentes milices, ou qui ont sombré dans un banditisme semi orchestré. De la même manière, au Sud Soudan, contexte marqué par des violences intercommunautaires politisées, réarmer les populations pourrait créer un nouveau facteur de déstabilisation avant le référendum critique de l'année prochaine, et va à l'encontre des efforts du gouvernement du Sud Soudan pour désarmer les communautés d'autres régions.

La solution n'est pas de jeter l'opprobre sur les communautés concernées, mais bien de renforcer l'efficacité des acteurs de protection mandatés afin de rendre inutiles de telles mesures extrêmes.

4. Coupés de l'aide extérieure

La LRA prend délibérément pour cible les populations vivant dans des localités qui sont parmi les plus enclavées et sous-développées de l'Afrique centrale ; la présence de l'État y est très limitée, les appareils judiciaire et policier fonctionnent mal, voire pas du tout, et il n'y a presque pas de réseaux routiers, de couverture téléphonique, d'électricité ou de services essentiels comme les centres médicaux. Cette situation rend extrêmement difficiles les efforts pour assurer la sécurité des civils ou pour acheminer une aide humanitaire essentielle suite aux attaques. En raison des faibles moyens de communication dans la zone affectée, il est également probable que le nombre réel des personnes tuées, agressées ou enlevées est encore plus élevé que celui indiqué par les rapports officiels.

Besoins restés sans réponse

Le terrain difficile, un manque d'appui sécuritaire pour faciliter l'accès aux communautés reculées et des financements limités pour l'aide d'urgence ont conduit à une réponse humanitaire nettement insuffisante face aux besoins gigantesques de la région. Si certaines associations paroissiales et organisations de la société civile ont su s'adapter pour surmonter les obstacles et atteindre les populations affectées, la plupart des organisations humanitaires ne peuvent opérer de manière efficace dans un contexte d'insécurité extrême. Par conséquent, peu d'organisations sont actives dans les zones les plus touchées, et encore dans un rayon d'action relativement réduit – en raison des déplacements difficiles sur les routes dégradées et les chemins de terre – autour des centres de populations où l'insécurité est moindre.

Par exemple, dans le district enclavé du Bas-Uélé, l'une des régions les plus durement touchées par la violence de la LRA en RDC, presque la moitié – 43 % – des personnes déplacées n'a reçu aucune assistance internationale en 2010.¹⁶ Une mission d'évaluation récente a identifié des besoins urgents dans le territoire d'Ango, qui ne peuvent être satisfaits sans un déploiement de casques bleus pour protéger les civils et sécuriser l'accès.¹⁷ Parmi d'autres localités suscitant la préoccupation des humanitaires, citons le nord du district du Haut-Uélé en RDC ; Tambura, Ezo et Nzara au Sud Soudan ; et les zones affectées de la RCA, où les organisations humanitaires sont rarissimes.

Par conséquent, d'importants besoins humanitaires restent sans réponse, et n'ont même pas pu être évalués dans de nombreuses localités. Une action urgente est nécessaire pour prévenir et lutter contre les maladies, renforcer la sécurité alimentaire et réduire la malnutrition. Des efforts supplémentaires s'imposent également pour fournir un appui psychosocial dans la durée aux personnes attaquées, enlevées et traumatisées par la LRA.

Des voix non entendues

Les informations de base concernant l'impact de la LRA manquent aussi, ou alors arrivent avec des retards bien trop importants. Il est choquant de constater que même dans le cas d'atrocités massives, comme celui de décembre dernier lorsque plus de 321 civils furent tués en quatre jours, les informations peuvent prendre des mois pour parvenir à la connaissance du monde.

Facteur critique, l'absence d'infrastructures de communication de base, tels les réseaux de téléphonie mobile ou de radiophonie, implique que les villages n'ont pas la possibilité de donner l'alerte, de prévenir les communautés avoisinantes, ou d'appeler à l'aide en cas d'attaque. De cette façon, les populations sont même privées de la ressource la plus élémentaire – l'avertissement en temps utile qui leur permettrait de fuir.



*Vue aérienne de la ville de Niangara, RDC.
Photo: Oxfam/Pierre Peron, septembre 2010*

Vivre dangereusement

Le manque de services essentiels augmente les risques encourus par la population.

Dans un tragique incident répété dans de nombreux villages à travers le Haut-Uélé en RDC, en septembre 2010, deux filles ont été enlevées par la LRA pendant qu'elles puisaient de l'eau à une source près de Nambia dans le territoire de Niangara. Elles avaient dû aller jusque-là car la pompe du puits du village était cassée. Les bébés qu'elles portaient au dos ont été abandonnés près de la source. Il est estimé que moins de 10 % de la population du Haut-Uélé a accès à l'eau potable au niveau local.

5. Traduire les paroles en actes pour sauver des vies

Le déplacement massif des populations et les souffrances aiguës qu'a provoqués la LRA dans une vaste zone géographique à cheval sur trois frontières internationales ; la violence accrue en RDC, qui souffre déjà d'instabilité ; l'impact du groupe rebelle sur la sécurité alimentaire régionale ; des rapports récents faisant état de trafic d'armes ; ainsi que son potentiel de déstabilisation à un moment critique en perspective du référendum soudanais - voilà autant de raisons de voir clairement en la LRA une menace pour la paix et la sécurité régionales. Ce constat rend d'autant plus urgent la recherche de solutions à l'échelle de la région et de la communauté internationale.

Au cours de l'année 2010, le gouvernement des États-Unis, la Banque mondiale, l'ONU, l'UA et l'Union européenne (UE) ont porté une attention accrue à la problématique de la LRA.¹⁸ L'UA et les États-Unis ont tous les deux ébauché des mesures concrètes pour y répondre. Il est important de noter qu'ils se sont engagés à renforcer la protection des populations face à la LRA, à encourager l'évasion et la défection des combattants, et à renforcer l'assistance humanitaire aux communautés affectées. Leurs déclarations politiques font également référence à la capture des dirigeants de la LRA.

Cette impulsion internationale renouvelée pour contrer la menace posée par la LRA est à saluer. Toutefois, pour qu'elle parvienne à sauver des vies humaines, les États-Unis et l'UA devront tirer les enseignements du passé : des opérations militaires mal conçues contre la milice ont dramatiquement augmenté les souffrances des populations, plutôt que de les soulager. De plus, en tant que problème transnational, la LRA requiert une réponse internationale coordonnée. L'ensemble de la communauté internationale, et en particulier le Conseil de Sécurité de l'ONU, doivent d'urgence accorder une priorité à cette menace.

Au moment de rédiger cette note, des femmes, hommes et enfants ordinaires subissent des attaques de la LRA, ou vivent dans la crainte d'être attaqués. Les intentions déclarées d'acteurs internationaux doivent maintenant être traduites en réalités pour les communautés affectées qui souffrent depuis bien trop longtemps.

Le spectre des Noëls à venir

Recommandations pour les prochaines étapes

1. Comprendre la menace : renforcer la collecte, l'échange et l'analyse des informations

Il y a une absence chronique d'informations sur les motivations, la composition et la localisation de la LRA, à laquelle s'ajoute un faible échange d'informations entre les missions de maintien de la paix dans la région et entre les gouvernements au sujet d'un groupe rebelle qui opère à travers les frontières nationales. Une meilleure qualité de données est nécessaire pour permettre des interventions plus efficaces en matière de désarmement et de protection. La récolte et le partage effectif de ces informations à travers les frontières impliqueront :

- Une demande au Secrétaire général de la part du Conseil de Sécurité des Nations unies de soumettre un rapport sur l'impact régional de la violence de la LRA, la réponse apportée à cette crise par l'ONU dans la région affectée, ainsi que les autres réponses possibles
- L'instauration par le Conseil de Sécurité d'un mécanisme d'information et de monitoring de la LRA, tel un Panel d'Experts. Ni le Panel d'Experts sur le Soudan ni le Groupe d'Experts sur la RDC n'a le mandat ou la capacité de mener des investigations conséquentes sur la LRA. Ce mécanisme devrait chercher à renforcer la compréhension générale au sujet de la LRA dans le but de promouvoir le désarmement et d'améliorer les interventions de protection.
- Une collaboration plus efficace aux niveaux local et régional avec les réseaux de la société civile et des églises, ressources essentielles pourtant sous-utilisées, en faveur de la mise en place de solutions pacifiques

2. Prévenir les représailles contre les plus vulnérables

Il est impératif que toute réflexion sur une action militaire future pour appréhender les principaux commandants de la LRA comporte une planification de contingence efficace pour protéger les populations civiles, en tirant les enseignements des offensives passées. Cela implique notamment de faire preuve de réalisme face au risque que les armées nationales commettent des exactions sur les civils, notamment les femmes. Les gouvernements de la région et leurs partenaires internationaux doivent axer leurs efforts sur l'exploration de solutions pacifiques face à la menace de la LRA (voir ci-dessous). Si toutefois des opérations militaires sont prévues, il est primordial de prendre des mesures pour limiter les risques pour la population civile, notamment par :

- Une planification, basée sur les informations existantes et les expériences du passé, pour réduire le risque que les habitants locaux soient pris dans les combats ou subissent des représailles
- Une planification coordonnée de la protection des civils sur la base de scénarii probables – par exemple, l'élaboration conjointe par les forces militaires et les agences civiles des Nations unies de plans de contingence pour la protection des civils dans le cadre d'une recrudescence des attaques de la LRA
- L'adoption des meilleures pratiques pour réduire les risques de l'action militaire pour les civils, et surtout pour ceux qui ont été enlevés par la milice, dont un grand nombre sont des enfants ; cela implique d'éviter le bombardement aérien indiscriminé des camps de la LRA et toute mesure qui ferait courir plus de danger aux enfants et autres civils enlevés.

3. Encourager à sortir de la brousse

La LRA se maintient par une politique d'enlèvements systématiques, et un grand nombre de ses combattants sont des civils enlevés, souvent des enfants, qui se trouvent maintenant loin de chez eux ou ont été forcés à commettre des atrocités dans le but d'instaurer la peur et de les aliéner de leur communauté d'origine.

Il est cependant probable que beaucoup de ces civils enlevés souhaitent ardemment retrouver la sécurité de leur foyer ; en témoigne notamment le flot constant des désertions de combattants ougandais – le noyau même de la milice.¹⁹ Les efforts de démobilisation et de réintégration menés au cours de 2010, chapeautés par la mission de maintien de la paix de l'ONU en République démocratique du Congo (la MONUSCO), ont également réussi à faire « sortir de la brousse » un certain nombre de combattants.

Les quelques associations de la société civile qui travaillent dans les zones affectées de la RCA ont signalé des défections là aussi. Elles proposent d'encourager cette tendance par des actions de communication telles que des émissions de radio et des dépliants visant à convaincre les combattants LRA de la possibilité de rentrer chez eux.²⁰

De manière générale, il faut largement augmenter les efforts pour encourager l'évasion, la défection et la démobilisation des combattants et commandants de rang moyen de la LRA. Cela affaiblira la milice et permettra aux combattants de la LRA, qui sont typiquement à la fois victimes et auteurs d'atrocités, de reconstruire leur vie.

Encourager le retour et la réintégration passera par :

- Des initiatives de l'ONU et des gouvernements de la région pour coordonner une action non militaire visant à promouvoir l'évasion et la démobilisation des combattants de la LRA et des civils enlevés. De tels programmes doivent viser toutes les catégories d'anciens combattants ou de civils enlevés, y compris les femmes et les filles, souvent exclues de tels processus formels, et être étroitement coordonnés avec la société civile et les réseaux d'églises.
- L'ouverture par l'ONU et l'UA de voies de communication à différents niveaux pour sensibiliser les combattants sur les options qui se présentent à eux. Cela impliquera de travailler par le biais des Envoyés spéciaux compétents,²¹ ainsi qu'à travers des émissions de radio et des diffusions de dépliants. S'imposera aussi la prévision de chemins de sortie pour faciliter les défections et évasions des rangs de la LRA.
- Un appui des bailleurs de fonds aux programmes de démobilisation et de désarmement et réintégration sur assise communautaire, ainsi qu'à la création de centres d'accueil, se basant sur les expériences directes d'organisations de la société civile et d'églises dans les zones touchées. Ces acteurs peuvent également fournir une analyse précieuse des mesures susceptibles d'encourager la désertion de combattants et de combattants de la LRA.²²
- Un financement accru des actions de rééducation et de réintégration des anciens combattants LRA au sein de leur communauté, avec notamment un investissement à long terme en faveur de l'appui communautaire aux rescapés.



Femme rescapée de la LRA, district du Haut-Uélé, RDC. Photo: Oxfam/Pierre Peron, septembre 2010

Josephine, 18 ans (Le nom a été modifié.)

« Mes parents et mes frères, comme tous les matins, sont partis travailler aux champs et je suis restée à la maison pour préparer à manger... Ils sont rentrés à l'heure du déjeuner et, alors que nous commençons à manger, nous avons entendu des coups de feu. Un jeune homme qui vivait tout près est arrivé en courant en criant que la LRA avait attaqué sa maison...

Nous avons quitté la maison le plus vite possible. Mais 100 mètres plus loin, ma grand-mère a dit qu'elle avait oublié quelque chose, et elle a rebroussé chemin. C'était trop tard : environ 80 hommes de la LRA sont arrivés et nous ont encerclés. Ils nous ont ligotés et ont abattu mon grand père devant mes yeux d'un coup de fusil. Ils nous ont emmenés dans la brousse, moi et mes trois frères, abandonnant ma mère et ma grand-mère. Après une heure de marche, ils nous ont séparés et je suis restée seule avec Patrick, mon frère de 14 ans. Personne n'a jamais revu mes deux autres frères.

La LRA m'a retenue prisonnière pendant huit mois. Nous nous déplaçons en permanence et ne restions jamais plus d'une semaine au même endroit. Ils me forçaient à porter du matériel très lourd, à chercher de la nourriture et à la cuisiner... On forçait les jeunes femmes comme moi, mêmes celles âgées de 12 ans, à devenir les 'femmes' des miliciens. J'ai été assignée à un garçon qui, comme moi, ... avait été enlevé, mais qui était devenu combattant de la LRA. Parfois, ils attachaient de force un garçon, et en forçait un autre à l'abattre avec un gourdin ou une machette.

Un jour, alors qu'ils m'avaient envoyée chercher à manger, j'ai finalement réussi à m'échapper. Moi et une autre fille, nous nous sommes enfuies lorsque l'un des combattants chargé de nous surveiller s'est endormi. Nous avons fait 40 km à pied pour finalement trouver refuge dans un village du Soudan. Deux mois après, Patrick a lui aussi réussi à s'échapper à la suite d'une attaque perpétrée par l'armée ougandaise contre la LRA. »

4. La protection par les casques bleus et les forces armées nationales

Les forces armées nationales doivent et peuvent faire plus pour protéger les civils de la violence de la LRA (voir le point 6 ci-dessous), mais elles sont dépassées par une tâche pour laquelle elles manquent largement de formation et d'équipements adéquats. Les missions de maintien de la paix ont donc un rôle critique à jouer pour appuyer et compléter les efforts de protection régionaux et nationaux. Très concrètement, une protection efficace des populations civiles dans les zones affectées par la LRA demandera une augmentation et non pas une diminution des ressources accordées au maintien de la paix. Ceci doit être pris en compte dans toute discussion portant sur la reconfiguration ou le retrait des forces de l'ONU dans la région ainsi que dans les décisions concernant le renouvellement et la mise en œuvre de leur mandat.

Malgré leurs limites, la MONUSCO et la MINUS ont une contribution importante à apporter à la sécurité des civils dans les zones affectées par la LRA en RDC et au Sud Soudan – et elles disposent chacune d'un mandat clair pour le faire. À cette fin :

- Les responsables de la MONUSCO et de la MINUS devraient décider de l'allocation de leurs ressources (militaires comme civiles) sur la base du niveau de risque encouru par les populations civiles. Le Conseil de Sécurité de l'ONU doit veiller à ce que les ressources nécessaires soient disponibles.²³
- Les responsables de ces missions, avec un appui du Département des Opérations de Maintien de la Paix (DOMP), devraient déployer un personnel civil expérimenté en droits de l'Homme et protection des civils pour appuyer les contingents militaires dans les zones affectées. Le personnel civil, notamment féminin, est essentiel pour assurer la liaison avec la population locale sur ses besoins de protection – et en particulier avec les femmes et les filles, souvent plus difficiles d'accès que les hommes.²⁴
- La MONUSCO et la MINUS doivent assurer l'efficacité maximale de leurs déploiements. Cela implique des patrouilles plus proactives et de plus longue durée, de jour comme de nuit, ainsi que des déploiements imprévisibles de courte durée sur une zone plus large afin d'exercer une réelle dissuasion ; une interaction accrue avec les communautés locales ; un renforcement du suivi et du partage des informations, et une réponse plus efficace aux menaces.
- Le DOMP et les responsables des missions devraient fournir des formations spécifiques destinées à préparer les casques bleus à répondre aux besoins différents de protection des femmes, des enfants et des hommes exposés à la violence de la LRA.
- Le DOMP devrait élaborer un cadre stratégique commun pour renforcer la coordination et le partage d'informations entre les missions de maintien de la paix de la région afin de permettre une meilleure protection des civils. Ce cadre devrait s'étendre à des missions de l'ONU présentes dans les régions voisines, en particulier la MINUAD au Darfour.

5. Apporter de l'aide, des infrastructures et des moyens de communication aux villages enclavés

Ce n'est pas un hasard si la LRA opère dans des zones qui sont parmi les plus reculées et sous-développées de l'Afrique centrale. Le contexte se prête aux tactiques de la milice, qui cible les proies les plus vulnérables là où les risques d'être contre-attaquée sont moindres.

Les mêmes conditions qui favorisent les opérations de la LRA – l'absence de routes et d'infrastructure de base, le manque de moyens de communication pour permettre aux communautés de donner l'alerte ou d'appeler au secours, et la présence insuffisante de forces nationales et internationales pour protéger les civils – posent de sérieux obstacles à l'acheminement d'une aide essentielle aux villages et villes qui en ont un besoin urgent.

« Là où nous vivons, il n'y a ni réseau de téléphonie mobile, ni de radio communautaire, alors la communication est très difficile. C'est pour cela que la LRA a pu attaquer village après village. Si nous avions eu des téléphones portables, nous aurions pu être prévenus de leur arrivée et fuir avant qu'ils n'arrivent. »

Homme âgé de 21 ans, Niangara, RDC, septembre 2010

Une réponse à l'insécurité alimentaire à grande échelle et au manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement, aux soins de santé primaires et à l'appui psychosocial passe par une augmentation importante du niveau d'assistance apporté. Pour cela, une série de mesures s'imposent pour renforcer l'accès, la sécurité et la communication, y compris :

- La réhabilitation et la construction de réseaux routiers par les gouvernements et les bailleurs de fonds
- Une augmentation par les bailleurs de fonds du financement des interventions menées, dans les zones affectées par la LRA, par les ONG internationales et nationales et les associations communautaires – ces dernières étant potentiellement les seules capables d'atteindre les communautés les plus enclavées
- La création par les missions de maintien de la paix d'un cadre plus sécurisé pour permettre aux agences humanitaires d'atteindre les populations affectées ; les ressources et le déploiement de la MINUS au Sud Soudan et de la MONUSCO en RDC doivent tenir pleinement compte de l'ampleur des besoins
- Le financement par les bailleurs de fonds internationaux, en collaboration avec le secteur privé, d'une expansion massive de la couverture radiophonique et de télécommunications ainsi que de l'accès routier afin de permettre aux communautés de se prévenir entre elles d'une attaque imminente et de demander assistance et protection. Le moyen le moins risqué et le plus efficace de renforcer les systèmes de communication, serait d'investir dans une expansion massive de la couverture de la téléphonie mobile, en érigeant des antennes en collaboration avec des sociétés présentes dans la région.

6. Réforme du secteur de la sécurité et développement sur le long terme

C'est la nature même des zones frontalières affectées par la LRA – l'enclavement, le sous-développement et l'absence d'autorité de l'État – qui permet à la milice d'y opérer, et c'est finalement à cette nature qu'il faudra s'attaquer. Cela exigera la construction d'institutions étatiques qui rendent des comptes, y compris des forces de sécurité capables de protéger la population civile et qui ne soient pas elles-mêmes auteurs d'exactions.

Réduire la pauvreté, fournir des services essentiels, promouvoir un développement équitable et l'inclusion politique des populations, ainsi que réformer les forces de sécurité des États, sont autant de composantes nécessaires à une stratégie globale pour combattre la violence de la LRA. Cela impliquera :

- Une action des gouvernements nationaux, avec un soutien fort et coordonné des bailleurs de fonds internationaux, pour assurer que leurs forces armées et de polices sont payées, équipées et disciplinées et qu'elles répondent des crimes commis contre les civils
- Des formations spécifiques destinées à préparer les services de sécurité nationaux à répondre aux besoins différents de protection des femmes, des enfants et des hommes exposés à la violence de la LRA
- La prise en compte de tout passif de violations des droits de l'Homme ainsi que des formations préalables en protection des civils dans le cadre du déploiement des troupes nationales, et la mise en place d'un accompagnement de la police militaire
- Une collaboration des gouvernements et des bailleurs de fonds avec la société civile et les communautés pour fournir des services essentiels et développer les infrastructures pour les communautés marginalisées.

Conclusion

Le récent regain d'attention internationale pour la menace que représente la LRA est positif et nécessaire. Par égard pour les femmes, les hommes et les enfants ordinaires en RDC, en RCA et au Sud Soudan qui continuent de subir des souffrances extrêmes aux mains de la LRA, les déclarations politiques doivent se traduire par des améliorations réelles et durables de la sécurité des populations civiles.

Un débat international et régional considérable s'est concentré sur les stratégies militaires à prévoir afin d'appréhender les dirigeants de la LRA. Il faudra cependant porter une attention bien plus grande à la sécurité de ceux qui ont été le plus touchés par la LRA. Les retombées des opérations militaires précédentes, dévastatrices pour les civils, ne peuvent pas se reproduire. La protection des civils doit être la plus urgente et principale priorité pour les gouvernements de la région, l'UA, le Conseil de Sécurité de l'ONU et l'ensemble de la communauté internationale.

Il existe des options pacifiques qui doivent être prises en considération dans toute stratégie globale de réponse à la LRA. Parmi celles-ci, il convient de noter les efforts pour promouvoir l'évasion, la démobilisation et la réintégration des combattants ainsi que le désenclavement des zones affectées par la milice via le développement des infrastructures, des moyens de communication et des services essentiels à la population.

Enfin, combattre la menace de la LRA dans la région exigera un engagement soutenu de la part de la communauté internationale et des autorités nationales. Elles devront travailler de concert avec la société civile, les agences humanitaires et les communautés afin de traduire leurs paroles en actions capables de produire une amélioration réelle et durable de la sécurité. Seule une action concertée et décisive pourra empêcher que des Noël's futurs ne soient entachés par la violence et la peur pour les communautés à travers l'Afrique centrale.

Notes

1. Selon OCHA, au cours de l'année écoulée, plus de 100 personnes, y compris des enfants, ont été tuées ou enlevées dans presque 200 attaques différentes dans les districts du Haut et du Bas-Uélé en République démocratique du Congo.
2. Voir <http://www.unhcr.org/4bed39619.html>
3. May 2010, HIU State Department, 'Lord's Resistance Army: Reported Attacks, Displacement, and Peacekeepers.' Cité sur la page web de Resolve Uganda : <http://www.theresolve.org/key-statistics>
4. En novembre 2010, le gouvernement des États-Unis a publié sa « Stratégie d'appui au désarmement de l'Armée de Résistance du Seigneur » : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/11/24/letter-president-strategy-support-disarmament-lords-resistance-army>, consulté le 5 décembre 2010. L'Union africaine, de son côté, a convenu lors d'une réunion à Bangui en octobre 2010 de développer une action commune face à la LRA, et a énoncé un certain nombre de domaines à explorer dans ce cadre : « Communiqué de presse de l'Union africaine sur la réunion régionale ministérielle sur l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) tenue à Bangui, en République centrafricaine (RCA), les 13 et 14 octobre 2010 ».
5. Il convient de noter que la stratégie du gouvernement américain reconnaît qu'il « n'y a pas de solution purement militaire à la menace ni à l'impact de la LRA. » Voir « Stratégie d'appui au désarmement de l'Armée de Résistance du Seigneur », p. 9.
6. Cette note s'appuie sur des consultations menées en 2009 et 2010 auprès de communautés, de représentants des autorités locales, d'agents de l'ONU, d'ONG et de membres de la société civile en RDC et au Sud Soudan, y compris dans les zones de Mundri et Yambio en Equateur occidental, au Sud Soudan (janvier, avril et septembre 2009, juillet 2010), ainsi que dans les territoires de Niangara et Dungu, Haut-Uélé, en RDC (juillet et août 2010).
7. Voir la note i.
8. Mai 2010, HIU State Department, "Lord's Resistance Army: Reported Attacks, Displacement, and Peacekeepers." https://hiu.state.gov/Products/LRA_HIU_Dec2009May2010_.pdf
9. 11 août 2010, Human Rights Watch, 'CAR/DR Congo: LRA Conducts Massive Abduction Campaign: New Regional Strategy Needed to Protect Civilians and Rescue Children' <http://www.hrw.org/en/news/2010/08/11/car-dr-congo-lra-conducts-massive-abduction-campaign>
10. Intersos, Sud Soudan – échange de courriels avec Oxfam, novembre 2010
11. Voir Appel OCHA consolidé pour l'Ouganda 2010 <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/EDIS-7Y5LV6?OpenDocument>.
12. On estime à 865 le nombre de personnes tuées entre le 24 décembre 2008 et le 17 janvier 2009, en RDC et au Sud Soudan. Human Rights Watch (2009) The Christmas Massacres: LRA attacks on civilians in northern Congo, New York
13. Oxfam (2010) Rapport d'enquête de protection d'Oxfam en Province orientale, Kinshasa
14. Entretiens avec des officiels de la MONUSCO et la MINUS, 2010
15. En décembre 2010, la MONUSCO a annoncé qu'elle mènerait des patrouilles supplémentaires dans le triangle Ngilima-Bangadi-Niangara, où l'on soupçonne qu'il y a des camps de la LRA.
16. Une première assistance sera finalement amorcée en 2011, à la suite d'un appui sécuritaire très tardif de la MONUSCO à une mission d'évaluation inter-agences ; cependant la MONUSCO n'a pas encore indiqué s'il y aura des déploiements pour sécuriser les opérations d'aide dans la zone.
17. Nations unies (2010), Rapport humanitaire sur la mission d'évaluation conjointe, Ango, les 18 et 19 novembre 2010, Kinshasa
18. Par exemple, avec la mise en place du Groupe de travail international sur la LRA comme sous-groupe du Groupe de Contact international pour la région des Grands Lacs, ainsi que les déclarations précitées des États-Unis et de l'Union africaine.
19. Cakaj, Ledio (2010), The Lord's Resistance Army of Today, Enough Project, Washington DC
20. Représentant d'une organisation de la société civile centrafricaine, échange de courriels avec Oxfam, novembre 2010
21. En particulier l'Envoyé spécial prévu par l'UA, dont la nomination en vue de spécifiquement coordonner la réponse à la menace de la LRA a été convenue à la rencontre tenue à Bangui au mois d'octobre 2010, et éventuellement l'Envoyé spécial de l'UE à la région des Grands Lacs. Le bureau de l'Envoyé spécial de l'ONU à la région des Grands Lacs a été fermé en juin 2010 ; ce serait un résultat positif si le briefing proposé du Conseil de Sécurité sur la réponse fournie à ce jour aboutissait à une décision concernant les ressources nécessaires pour coordonner les efforts de l'ONU par rapport à la LRA.
22. Voir entre autres : Conciliation Resources (2010) Choosing to Return: challenges faced by the Lord's Resistance Army's middle-ranking commanders, Londres
23. En RDC, par exemple, la MONUSCO a connu une réduction dramatique de sa flotte d'hélicoptères de transport, pourtant essentiels pour atteindre les communautés enclavées exposées aux attaques.
24. Afin de soutenir ses déploiements de maintien de la paix à travers l'est de la RDC, la MONUSCO estime qu'elle a besoin de 76 membres de personnel civil et 20 interprètes de liaison communautaire supplémentaires afin de suivre les menaces qui pèsent sur la communauté et de faciliter une réponse de maintien de la paix.

Organisations

© Oxfam International décembre 2010

Ce rapport a été rédigé conjointement par Ellie Kemp et Verity Johnson ; remerciements à Maya Mailer, Kirsten Hagon, Anna Ridout, Pierre Peron, Emma Fanning, Adrien Muratet, Igor Hodson et Olivia Kalis.

Ce rapport est publié par les organisations suivantes : Broederlijk Delen, CAFOD (UK), Christian Aid (UK), Conciliation Resources (UK), CORDAID (BE), Danish Refugee Council, Internal Displacement Monitoring Centre, Intersos, Norwegian Refugee Council, Oxfam, Pax Christi Flanders, Peace Direct (UK), Refugees International, Resolve, Society for Threatened Peoples, Tearfund (UK), Trocaire, War Child (UK), World Vision.

Il fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Cette publication est soumise au droit d'auteur, mais le texte peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être obtenue et des frais peuvent être demandés. E-mail publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information complémentaire sur les questions soulevées dans ce document, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-777-5 en décembre 2010. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume Uni.

*Femmes et enfants déplacés
par la violence de la LRA,
ville de Niangara, RDC.
Photo: Oxfam/Pierre Peron,
septembre 2010*



Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Organisme caritatif enregistré en Angleterre et au Pays de Galles (réf. 202918) et en Ecosse (réf. SC039042). Inhouse: 4881